

La guerre en questions

Réflexions pour un débat

Jacques Le Dauphin
Directeur de l'I.D.R.P.

Mai 2007

*Depuis six mille ans, la guerre plait aux peuples querelleurs,
Et dieu perd son temps à faire les étoiles et les fleurs
(Victor Hugo)*

La guerre, doit-on l'évoquer au passé ou au présent ? Que le passé soit encore très vivant n'a rien d'étonnant. La guerre a marqué, lors du XX^{ème} siècle plusieurs générations. Deux guerres mondiales, plus d'une centaine de guerres de « second niveau », quatre génocides, au cours desquels près de deux cent millions d'êtres humains ont perdu la vie, ça pèse dans les mémoires collectives. Et puis ces drames ont été très souvent vécus en Europe, on comprend aisément pourquoi la fin de la guerre froide a pu créer l'illusion, sans doute teintée de narcissisme européen, que l'on entrerait dans une période marquant la fin des grands conflits, d'une paix enfin trouvée. Or si les bouleversements géopolitiques intervenus à la charnière des années 1980/1990 ont modifié la physionomie du continent européen, parallèlement les interactions avec le reste du monde se sont fait plus étroites. Le caractère central qu'occupait l'Europe, lors de l'affrontement est-ouest, a disparu, d'autres régions du monde se sont hissées sur le devant de la scène internationale. Les antagonismes qu'ils reflètent marquent bien évidemment l'Europe, comme les autres continents, une conception auto-centrée n'a plus cours. Ces bouleversements de fin de siècle ont induit une nouvelle donne, sous bien des aspects inédite, interpellent nombre de concepts en vigueur jusque là. C'est le cas naturellement de celui de la guerre. Ainsi est-on amené à s'interroger sur la validité des outils conceptuels existants. Sont-ils encore fiables ? Ne sont-ils pas quelque peu périmés, voir même dépassés ? Pour en juger, ne convient-il pas d'opérer une visite complète du concept ?

La philosophie traditionnelle de la guerre semble à l'heure actuelle éprouver de sérieuses difficultés à appréhender les nouvelles réalités. Les approches d'inspiration clausewitziennes, aronienne qui imprègnent encore fortement les manuels de polémologie apparaissent figées. Ne convient-il pas, au risque de déranger des perceptions et des modes de pensée traditionnels, d'ouvrir des pistes nouvelles de conceptualisation, de théorisation et de synthèse ? Une telle démarche semble nécessaire tant pour le processus de recherche sur l'objet « guerre », que pour les formes d'action à entreprendre pour se prémunir contre un tel phénomène.

Sur le rôle de la guerre dans l'histoire :

Que la guerre ne soit pas une simple excroissance et qu'elle ait pu jouer un rôle structurant dans l'histoire du monde n'est pas une idée fantaisiste, dans le sens où elle fut quasi permanente durant les siècles. Les manuels d'histoire fourmillent de guerres de toutes sortes et il est difficile, sinon impossible de les isoler du contexte global. Doit-on pour autant présenter la guerre comme accoucheuse des peuples et de la fondation des Etats ? La guerre serait-elle comme l'a avancé Trotsky « la locomotive de l'histoire » ? Sans trop remonter dans le temps, on doit reconnaître que lors du siècle dernier la guerre a été souvent à l'origine de profonds bouleversements dans la configuration mondiale. Comme l'évoque notamment l'historien britannique Eric Hobsbawm, dans son ouvrage « L'âge des extrêmes », « La révolution russe de 1917 est fille de la guerre du XX^{ème} siècle, qui a créé l'URSS devenue superpuissance dans la seconde phase d'une guerre de trente et un ans ». Toutefois, Hobsbawm a tenu à moduler quelque peu ce propos en précisant « la guerre n'a pas contribué seule, mais en a créé le moment opportun ». Pour en rester à la révolution russe, on retrouve dans la période qui l'a précédé, une analyse analogue chez Lénine où évoquant le Manifeste du Congrès de Bâle de l'Internationale de 1912, écrivait « ce manifeste a reconnu que la révolution sociale est possible, que les prémisses en sont mûrs, qu'elle viendra précisément avec la guerre » Dans un autre registre comment ne pas évoquer les guerres de libération nationale menées pour s'affranchir du joug colonial. Elles se sont menées et conclues avec succès dans le contexte des lendemains de la seconde guerre mondiale. Elles ont contribué à modifier la physionomie internationale. La colonisation était planétaire et comptait cinq siècles d'existence. De nombreux peuples relevaient des statuts coloniaux. En 1945 les peuples « sujets » représentaient 800 millions sur 2 milliards d'êtres humains. Pour ne prendre que deux empires coloniaux, celui des Britanniques, recouvrait 40 millions de km² avec 450 millions d'habitants, celui de la France s'exerçait sur 12 millions de km² avec 70 millions d'habitants, ils permettent de mesurer l'impact des indépendances conquises. Alors là aussi quel rôle a joué la guerre? Indéniablement, l'expérience vécue par de nombreux peuples colonisés, associés aux conflits de la seconde guerre mondiale a contribué à faire grandir une volonté d'émancipation déjà existante, des pays colonisateurs. Du moins la rendait-elle de plus en plus insupportable. Comme le souligne encore une fois, l'historien Eric Hobsbawm, en 1939 la fin des empires coloniaux ne semble pas imminente, la guerre a induit un élément qualitatif. Quant à la forme armée que pris cette libération on doit noter que ce ne fut pas un choix initial de leur part, mais qu'elle leur fut imposée par les puissances coloniales. Des exemples, notamment en Afrique subsaharienne montrent qu'il était possible d'éviter ces confrontations violentes.

Un nouvel éventail de guerres :

La fin de la guerre froide semble avoir mis en sommeil les conflits inter-étatiques, sans pour autant les avoir fait complètement disparaître pour le présent. Il reste que d'autres conflits, pour certains déjà existants, mais temporisés par l'ordre bipolaire, pour d'autres nouveaux, ont pris le relais. Dans le phénomène de la guerre un certain nombre de discontinuités sont apparues : les interventions dites humanitaires se multiplient, l'élargissement considérable du concept de sécurité a entraîné la dissémination de la notion de guerre, englobant désormais des champs discursifs aussi hétérogènes, que la guerre préemptive, celle contre le terrorisme, pour l'accès aux ressources énergétiques, à l'eau, contre les flux migratoires, la drogue, les conflits financiers etc. Ainsi le phénomène de la guerre est-il toujours présent, en prenant toutefois des formes multiples et diversifiées et par la même devenant plus complexe. Les théories mono causales qui tendaient jusque là à l'approcher semblent limitées. Une vaste littérature s'est attachée à définir spécifiquement la guerre au travers des rapports inter-étatiques, avec les évolutions dans les équilibres de puissance, prenant comme point de référence initial celui des Traités de Westphalie de 1648. A cet égard, le général et théoricien prussien Carl Von Clausewitz (1780-1881) a indéniablement apporté une contribution importante. Il a montré que la guerre a longtemps été victime d'une double erreur, soit considérée comme irrationnelle sans fil directeur, soit répondant à une démarche scientifique, déterministe. Il les a écartés d'emblée. On connaît sa formule devenue célèbre, « la guerre est la simple continuation de la politique, mais par d'autres moyens ». Cette conception avançait, que dans les rapports inter-étatiques l'usage de la force armée a pour objectif de dénouer des situations conflictuelles tendues entre deux ou plusieurs Etats. Présentée ainsi la guerre n'était plus un acte isolé, mais un élément d'une totalité politique, qui ne peut pour autant se réduire à une détermination simple. Son ouvrage « De la guerre » apportait ainsi une pierre importante à la définition du concept. Mais aujourd'hui qu'en est-il de cette analyse, et des rapports inter-étatiques ? En 1999, Michael Madelbaum avançait dans la revue « Survival » la thèse de l'obsolescence de la guerre entre puissances majeures. On assisterait à une tendance prononcée au « contre-bellisme » qui s'expliquerait par le développement de la démocratie accrue des Etats et l'émergence d'une économie de plus en plus mondialisée et inter-dépendante, rendant absurde la guerre. Cette thèse fut très controversée. Elle continue à l'être, d'autant que les doctrines stratégiques, y compris les plus récentes, des principales puissances n'occultent pas la possibilité de tels conflits. Sans s'y préparer ouvertement, comme le suggérait il y a quelques années le théoricien allemand Ludendorff, sous le couvert du concept de « défense », l'état de veille est maintenu, et on se tient prêt à affronter d'éventuels conflits de haute intensité. On sait aussi qu'à l'Académie militaire américaine de « West Point » Clausewitz demeure un des auteurs les plus étudiés. La guerre froide aurait-elle

simplement laissé la place à une « paix froide » entre grandes puissances ? On sait que l'équilibre entre elles n'est jamais assurée une fois pour toute et que toute remise en cause peut provoquer des situations conflictuelles. De quel ordre ? Comment seraient-elles solutionnées ? C'est un débat ouvert, dans lequel toutefois, il convient de ne pas sombrer dans la politique fiction. Mais le phénomène de la guerre aujourd'hui ne peut se réduire à des hypothèses sur d'éventuelles guerres inter-étatiques, d'autres conflits sollicitent présentement l'attention.

Les incidences de la politique hégémonique américaine :

La fin du monde bipolaire induit une marche en solitaire des Etats-Unis. Ces derniers devenus seule superpuissance disposent d'une organisation capable de mobiliser très rapidement de grandes ressources économiques et techniques à des fins militaires. La révolution dans les affaires militaires (RMA), résultant de l'exploitation par les militaires d'innovations technologiques très performantes n'a fait qu'accroître de telles capacités. On constate actuellement la forte propension des Etats-Unis, pour des objectifs économiques et politiques, à projeter cette puissance à travers le monde. Les attentats du 11 septembre 2001 sur les tours jumelles du World Trade Center et sur le Pentagone, avec le choc qui en a résulté, ont ouvert le champs au développement de cette stratégie offensive. Comme a pu le déclarer cyniquement Donald Rumsfeld, « tout comme la seconde guerre mondiale, le 11 septembre 2001 a créé une opportunité pour refaçonner le monde ». L'antienne du président George Bush « We are a nation at war » résume à elle seule la posture stratégique actuelle des Etats-Unis, qui sévit comme un pays en guerre permanente. Sous le couvert de la guerre contre le terrorisme, de vastes régions du monde sont considérées comme « territoires de guerre », présents ou potentiels, y compris passibles d'actions armées préventives. Le Moyen-Orient qui constitue au plan géo-économique un enjeu majeur retient particulièrement leur attention. A cet égard, leur souci prioritaire est de ne pas permettre aux pays de la région de devenir des vecteurs de pressions économiques et politiques. Les guerres suivies d'occupation armées, toujours présentes, en Afghanistan, en Irak, les menaces lancées contre l'Iran, la Syrie... illustrent cette orientation. La doctrine de « préemption » introduite par Georges Bush, en juin 2002, dans son discours de West Point et formalisée dans la Stratégie Nationale de Sécurité a pour objectif d'offrir toute la latitude nécessaire dans l'emploi de la force. Il reste que les objectifs retenus (vaincre le terrorisme et préserver l'hégémonie américaine dans la « Long War » rencontrent de nombreux problèmes. L'Irak constitue à cet égard un échec majeur. Cette guerre, dans le borbier de la phase post-conflit marque dans une certaine mesure les limites de la vision états-unienne de recomposition stratégique, politique, militaire du Moyen Orient, car créant un

espace instable propice à des conflits permanents avec le monde arabo-musulman.

Cette volonté hégémonique des Etats-Unis a vouloir tout régenter n'est pas sans poser problèmes aux autres puissances, qui y voient une menace pour la sécurité mondiale, (domination du facteur force dans les relations internationales, budget militaire pléthorique, actions militaires hors cadre du droit international)

et aussi une entrave à leurs propres ambitions. On sait que les réactions furent vives lors de l'intervention militaire en Irak, de la part d'Etats européens, notamment la France, de la Russie, de la Chine...

Récemment lors de la 43^{ème} conférence de Munich sur la sécurité, le président russe, Vladimir Poutine a porté une critique ouverte sur la politique unilatérale américaine « un pays, les Etats-Unis, a dépassé ses frontières nationales de toutes les façons possibles(...) c'est très dangereux : plus personne ne se sent à l'abri parce que plus personne ne peut se cacher derrière le droit international » La réaction russe à l'implantation des systèmes AMB en République Tchèque et en Pologne se situe dans le même registre. C'est bien la compétition géopolitique qui est de très loin la vision dominante des choses. Compétition que l'on retrouve dans le quatrième Livre blanc de la défense chinoise depuis 2000, développant une stratégie en trois volets : poser des fondations solides d'ici 2010, développer les acquis à grande vitesse- jusqu'à 2020 ; et enfin atteindre l'objectif stratégique final de créer des forces armées, capables de gagner des guerres du XXI ème siècle. Méfiance et paranoïa réciproques sont toujours présentes entre les Etats-Unis et la Chine que l'on présente souvent comme la première puissance dans quelques années. Comme dans une partie de dominos, le Japon lui aussi, sous l'impulsion de son Premier ministre Shinzo Abe, s'appête à réviser l'article 9 du texte fondamental nippon par lequel il renonçait à la force et à la guerre comme moyen de règlement des conflits internationaux. L'Inde restera-t-elle spectatrice ? On sait qu'après son accession à l'arme nucléaire, elle peaufine notamment ses recherches en matière balistique, et de sous-marins nucléaires. Que dire de puissance aujourd'hui considérées comme de second niveau, tel l'Iran ? Le monde unipolaire actuel ouvre la boîte de Pandore et nul ne peut prédire ce qui peut en résulter dans quelques décennies. Allons-nous revenir à ce qu'on appelle « les boules de billard » se traduisant par des déséquilibres et des reconfigurations de puissances, et revenir ainsi pour le troisième millénaire au « jeu de Wesphalie » qui a mené aux guerres durant trois siècles ? Selon certains experts, le glissement prévisible de l'unipolarité américaine actuelle qui aura, selon l'expression chinoise « perdu le mandat du ciel », vers la multipolarité serait encore plus dangereux et enclin à une guerre majeure que les configurations unipolaires ou bipolaire.

Les guerres intra-étatiques :

D'autres types de guerres sont aussi à examiner. Ainsi les guerres de sécession qui se sont développées depuis 1990, sur le sol de l'Europe elle-même en ex-Yougoslavie, à partir de sécessions de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie et aujourd'hui du Kosovo souhaitant son indépendance vis-à-vis de la Serbie. C'est le cas aussi en Afrique où le principe réaliste de la préservation des frontières héritées de la colonisation a cédé en 1999 avec l'Erythrée, et où des tensions se multiplient en Somalie, à Djibouti, en Angola... C'est également le cas dans l'ex-URSS, après son éclatement et la constitution d'Etats indépendants, où on relève en Russie le conflit tchéchène, mais aussi des volontés sécessionnistes, d'ampleur diverse, au Touva, au Tatarstan, au Bachkortostan... On pourrait poursuivre en prenant l'Indonésie, l'Inde, la Chine en Asie. Il convient de remarquer qu'il existe 5000 peuples et ethnies dans le monde, chacun peut-il bénéficier d'un Etat ? Jusqu'où peut aller la prolifération de structures étatiques, avec quelles conséquences ?

D'autres conflits armés intra-étatiques, lesquels sans être tout à fait du même ordre sont également à prendre en compte. Ils ne sont pas tous nouveaux. Lors de la guerre froide certains d'entre eux étaient évoqués comme « périphériques », car ils étaient appréhendés à travers une grille d'interprétation qui tendait à en faire de simples répliques plus ou moins « exotiques » de l'affrontement central américano-soviétique. Mais l'affrontement central disparu, ces conflits n'ont pas cessé pour autant et sont apparus pour ce qu'ils étaient en réalité. D'autres sont venus s'y adjoindre. Ils sont très souvent qualifiés de guerres locales, avec un habillage ethniciste. L'habillage semble d'autant plus facile que le découpage colonial a favorisé l'antagonisme ethnique. Un examen attentif montre que plusieurs enjeux peuvent se chevaucher. Ils s'entrecroisent souvent augmentant par ailleurs leur gravité. Ainsi doit-on se garder des stéréotypes, qui simplifiant, semblent réduire à l'essentiel, mais en réduisant, caricaturent et déforment.. Si l'on prend l'Afrique, bien évidemment, le regard se braque sur l'affrontement Hutus-Tutsis, dans la région des Grands Lacs, considéré comme la « première guerre mondiale africaine », avec près d'un million de morts, tués à la machette ou à la kalachnikov. Pour autant, peut-on qualifier les conflits qui tendent à se multiplier en Afrique et aussi ailleurs d'affrontements de caractère exclusivement ethnique, voir tribal ? Ils se mènent souvent pour l'accès à la terre. La guerre de la terre découle de plusieurs facteurs ; pour l'essentiel, **la mondialisation** qui désenclave les sociétés africaines, déséquilibrant les agricultures traditionnelles par la concurrence des produits d'importation, **la démographie**, car en Afrique la population double tous les 20 à 25 ans. La pression sur la terre devient explosive. La terre donne le déclic à des affrontements violents.

Ainsi le Darfour, 200 000 morts, 3 millions de déplacés depuis 2003, l'enjeu est la propriété foncière, car la terre est la seule richesse et s'est réduite comme peau de chagrin, sous les effets conjugués de la sécheresse et de l'accroissement de la population. Certes il existe un clivage entre noirs et arabes, mais essentiellement du fait d'inégalités foncières.

Autre conflit de la terre au Zimbabwe entre noirs et fermiers blancs, aux effets dévastateurs, pour un pays qui était considéré pourtant comme le « grenier de l'Afrique australe », où 67 % de la population vit pour l'agriculture. Aujourd'hui trois millions de Zimbabwéens (1/4 de la population) dépendent de l'aide alimentaire internationale. On peut citer aussi la Côte d'Ivoire où entre l'affrontement entre rebelles nordistes et partisans sudistes du président Gbagbo se profile la bataille pour l'accès à la terre. On notera aussi que dans le conflit du Rwanda, déjà cité, un des objectifs des Hutus était d'éliminer 16 % des habitants des collines.

Les conflits se mènent aussi pour l'accès à l'eau et aussi et surtout pour le contrôle des ressources du sous-sol : les diamants, l'uranium, le gaz, le pétrole, d'autant que dans ces domaines les grandes puissances ne sont jamais très éloignées. A cet égard on déclare parfois que le continent africain n'est plus une zone d'intérêts stratégiques pour quiconque. Rien n'est plus faux. On sait que depuis le début des années 2000, l'Afrique fait l'objet d'une attention particulière des principales puissances du G8 et d'un intérêt grandissant de la Chine. Si les peuples sont pauvres, le continent, lui, est riche.

Américains Chinois, notamment ne voient pas le continent africain d'une manière empreinte de philanthropie ou d'amour de son prochain. Ils ont en vue la même carte de l'Afrique, celle du pétrole et des mines. On ajoutera les intérêts stratégiques. Ainsi Washington s'intéresse tout particulièrement à la corne de l'Afrique afin de contrôler les abords du Golfe Persique et protéger le trafic pétrolier, d'où son rapprochement avec l'Ethiopie. On connaît aussi le projet du Pentagone de créer pour le continent un 6^{ème} commandement régional, « US Africa Command ».

Guerre des civilisations ?

En 1993, dans la revue « Foreign Affairs », Samuel Huntington publiait un article intitulé « The clash of civilizations ? » Cet article fit grand bruit à l'époque et suscita, et on doit le dire, suscite encore un grand débat, au point qu'il fit l'objet d'un livre dont la dernière réédition est datée de 2007. Selon Huntington, on aurait formalisé quelque peu ce qui n'était qu'une hypothèse assortie d'un point d'interrogation. Il reste que sous le titre du livre, le point d'interrogation ne figure plus. On peut difficilement croire à une erreur d'impression. Quoi qu'il en soit, qu'en est-il de la thèse avancée ? Il s'agirait, selon son auteur, d'un

affrontement envisageable entre les grandes aires culturelles de la planète, qui se substituerait aux rivalités entre grandes puissances, caractéristiques du XX^{ème} siècle. Ainsi la prochaine guerre mondiale pourrait être une guerre entre civilisations concurrentes/occidentale, confucéenne, japonaise, islamiste, hindouiste, slave-orthodoxe, latino-américaine, africaine... Ce type de phénomène décrit est de pure fiction, il est de fait inexistant. Les guerres passées ou présentes ont eu ou ont lieu, le plus souvent, à l'intérieur d'un bloc civilisationnel. Par ailleurs on peut s'interroger également sur la capacité des civilisations à agir comme acteurs autonomes et établis dans le champs international. Qui peut les représenter et agir en leur nom ? Si la validité d'une telle thèse n'est pas retenable, le caractère déterministe qu'elle revêt est des plus dangereux, car il suppose un affrontement obligatoire et sans fin entre les civilisations, alors que même complexe, une alliance est possible. Il reste que cette thèse a été accueillie comme une aubaine par l'administration américaine, car offrant une grille de lecture pour un affrontement islam-occident. Une théorie qui devient ce que les Américains appellent « a self full filling prophecy », une prophétie qui se réalise par le simple fait que l'on y croit.

Guerre contre le terrorisme ?

La guerre contre le terrorisme, qui pour certain, serait par son extension la « quatrième guerre mondiale » n'est pas dans son principe éloignée de la thèse avancée par Huntington. Le phénomène est très généralement appréhendé de deux manières diamétralement opposées. La première postule que le terrorisme est le produit d'une politique, tandis que la seconde l'impute à une culture. Ces deux visions débouchent naturellement sur des propositions contrastées. Si le terrorisme est le sous-produit d'une politique erronée ou d'une domination illégale, il suffit de changer de politique ou de mettre un terme à la domination pour que le phénomène s'évanouisse de lui-même. Si, en revanche, le terrorisme est consubstantiel à une culture ou à une religion, alors sa disparition devient plus problématique. Bien qu'il soit aberrant d'accréditer la thèse qu'il y ait des cultures ou des religions qui, par essence, sont enclines à la violence et au terrorisme, c'est cette approche qui est le plus souvent retenue, et la thèse de Huntington se fait auto-réalisatrice. Bien qu'elle soit une pure abstraction conceptuelle, la menace du terrorisme international a, outre les interventions militaires américaines (George Bush « La guerre contre le terrorisme, planétaire, totale et de durée illimitée ») conduit nombre d'Etats à instaurer des systèmes répressifs pour s'en protéger. Les documents stratégiques y consacrent une large place. Sans trop de discernement, les grands médias emboîtent le pas. L'obstacle pour aller au fond de la problématique provient certainement de la crainte que l'on puisse penser que l'on soutient des actes très souvent meurtriers. Malgré tout, si pas mal d'analystes, d'experts considèrent la menace du terrorisme international comme fiable, ainsi François Heisbourg dans son livre

« Hyperterrorisme : la nouvelle guerre » (Odile Jacob 2001), d'autres prennent le contre-pied. Des auteurs anglo-saxons comme Matthew Carr, dans son livre « Un Known Soldiers. How terrorism transformed the modern world » (Profil Book- London 2006) qui banalise le phénomène en remontant dans l'histoire et démontre que « le terrorisme n'est rien d'autre que la politique servie/ ou desservie exclusivement ou non par la violence ». Ou bien encore Adrian Guelke qui dans son livre « Terrorism and Global Disorder », s'inscrit dans la même démarche, en soutenant que « l'administration américaine, suivie par nombre de politologues a tort de considérer les attentats de New York et Washington de 2001 comme un tournant dans l'histoire contemporaine et que « le terrorisme constitue dans une certaine mesure, une arme asymétrique dont disposent les faibles, pour harceler les puissants dans le monde unipolaire actuel et qu'un tel phénomène n'appelle donc pas un traitement militaire mais politique ». Une approche qu'exprimait déjà Jacques Derrida dans un dialogue avec Jurgen Habermas, dans le livre « Le concept du 11 septembre » (Galilée 2004), que l'on retrouve aussi notamment dans l'ouvrage de Pascal Boniface «Vers la quatrième guerre mondiale ? » (Armand Collin 2005).

Les lignes qui précèdent n'ont nulle ambition de tracer un quelconque canevas au débat qui doit se poursuivre sur le concept de guerre. Elles montrent dans un survol rapide et bien incomplet, des questions posées que la guerre demeure encore une réalité dans une grande partie du monde, ainsi qu'une option politique jugée encore possible y compris entre puissances majeures. Est-ce à dire que la guerre a encore de beaux jours devant elle ? Doit-on se résigner perpétuellement au fracas des armes ? S'y opposer relèverait-il de la peine de Sysyphe poussant éternellement son rocher sur une pente montagneuse ? Si non est-ce s'interroger sur les moyens de promouvoir la paix ? Mais quelle paix ? Jusque lors ce fut une trêve temporaire entre deux guerres. Depuis le néolithique guerre et paix nomadisent à travers le temps et l'espace. Dans une constante alternance, elles apparaissent comme les deux faces de l'activité des sociétés humaines. Est-il possible de rompre aujourd'hui avec ce qui semble un mouvement perpétuel ? Pour y parvenir convient-il, sans aucun doute, de sortir des sentiers battus et de revisiter le concept de paix. La paix ne peut se limiter à être un idéal, aussi enthousiasmant que cela soit, ce n'est pas suffisant. Pour s'imposer la paix doit se faire stratégie. Comme le souligne fort pertinemment François Géré dans son livre, « La société sans la guerre » (Descle de Brouwer 1998), « La paix du XXI^{ème} siècle sera stratégique ou ne sera pas ». Comment s'inscrire dans ce sens ? C'est déjà sans doute oeuvrer à un règlement politique des conflits existants, à éradiquer progressivement les causes profondes qui conduisent aux conflits armés, à remettre en cause les politiques de puissance et de domination et les moyens politiques et militaires dont elles se dotent. Au regard du passé, mais aussi du présent, convient-il pour une telle ambition de faire appel à l'action citoyenne, à tous les niveaux. Ce qui dans le principe ne

serait pas inédit car conforme au préambule de la Charte des Nations Unies « Nous les peuples ». La tâche est certes ardue, mais des indices montrent que cela peut devenir réalité. Mais comme le disait régulièrement Rudyard Kipling à la fin de ses récits « Ceci est une autre histoire ».